



PROCEDURE N° 2025-03	ACCORD-CADRE Fourniture de capteurs bio- optiques pour profileur BGC-Argo
-------------------------------------	--

**ANNEXE N°1 AU CCAP
LETTRE DE LA CONSULTATION TYPE**

ACCORD - CADRE
FOURNITURE DE CAPTEURS BIO-OPTIQUES POUR PROFILEUR BGC-ARGO

Lettre de la consultation-type pour les consultations des titulaires

**Les parties surlignées en vert doivent être remplies par l'établissement bénéficiaire
procédant à une consultation avant la remise en concurrence**

Consultation établie sur le fondement de l'accord-cadre, lot n° :

OBJET de la consultation :

**La date limite et heure (Heure de Paris) de réception des offres
est fixée au :**

La participation à la consultation vaut acceptation sans restriction du présent règlement.

Article 1 - Identification du bénéficiaire

à compléter

Horaires d'ouverture : à compléter

Article 2 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation du marché subséquent contient :

- La présente lettre de consultation
- Le cahier des spécifications techniques (CST) ;
- Tout autre élément nécessaire pour répondre au besoin exprimé par le Bénéficiaire, tel que décrit ci-dessous :
 - à compléter

Si le dossier est incomplet, le Titulaire de l'Accord-cadre est invité à demander dans les meilleurs délais au contact désigné à l'article 1 du présent document un complément d'information.

Article 3 - Procédure de consultation

L'Accord-cadre est passé selon un Appel d'Offres Ouvert (AOO).

Par dérogation : *(mention à supprimer si non appropriée)*

☐ Le marché subséquent est passé sans remise en concurrence (conformément à l'exception de l'article R2162-10 du Code de la commande publique et que pour des raisons techniques, seul un des Titulaires du lot de l'Accord-cadre est en mesure de pouvoir répondre au besoin du Bénéficiaire).

L'utilisation de ce dispositif est justifiée par :

Article 4 – Variantes *(le Bénéficiaire coche les modalités de son choix)*

4.1 – Variantes à l'initiative du Titulaire

La présentation d'une ou plusieurs variante(s) à l'initiative du Titulaire est :

☐ **Interdite** *(Si une ou plusieurs variantes sont proposées, ces dernières ne seront pas prises en compte. Seule l'offre de base sera analysée à l'expresse condition que celle-ci soit identifiable. Si tel n'est pas le cas, toutes les offres seront rejetées.)*

☐ **Autorisée**

Si les variantes sont interdites, retirer les deux paragraphes qui suivent. De la même manière, retirer le paragraphe inutile si seul un des deux cas suivants est demandé.

Les variantes sont proposées :

☐ En complément de l'offre de base

☐ Sans être nécessairement accompagnées d'une offre de base

Les variantes à l'initiative du Titulaire sont autorisées sur les points suivants :

☐
☐
☐

L'ensemble des autres spécifications des documents de la consultation constituent les exigences minimales que les variantes doivent respecter.

Le nombre d'offres variantes est limité à :

Le choix de limiter le nombre de variante(s) est à l'appréciation de l'acheteur et doit rester cohérent.

Chaque variante à l'initiative du titulaire constitue une offre à part entière et sera analysée de manière indépendante conformément aux critères de sélection des offres.

4.2 – Variantes à l'initiative du Bénéficiaire

La consultation prévoit une ou plusieurs variante(s) à l'initiative du Bénéficiaire :

☐ Oui ☐ Non

Si non, retirer les 2 paragraphes suivants.

La consultation prévoit la présentation et le chiffrage de prestations alternatives éventuelles.

L'attention des Titulaires de l'Accord-cadre est tout particulièrement attirée sur le fait qu'à défaut de présentation et de chiffrage des PAE obligatoire, l'offre du Titulaire de l'Accord-cadre sera jugée irrégulière.

Prestation alternative éventuelle N°1 :

•

La prestation et le chiffrage de la PAE N°1 sont :

☐ **Obligatoires**

☐ **Facultatives**

Prestation alternative éventuelle N°2 :

•

La prestation et le chiffrage de la PAE N°2 sont :

☐ **Obligatoires**

☐ **Facultatives**

Décliner autant que nécessaire pour chaque prestation alternative éventuelle.

Chaque variante à l'initiative du bénéficiaire constitue une offre à part entière et sera analysée de manière indépendante conformément aux critères de sélection des offres.

4.3 Prestations supplémentaires éventuelles (ci-après PSE)

Sans objet.

Ou

La consultation prévoit la présentation et le chiffrage de prestations supplémentaires éventuelles.

L'attention des Titulaires de l'Accord-cadre est tout particulièrement attirée sur le fait :

- Qu'à défaut de présentation et de chiffrage des PSE obligatoires, l'offre sera jugée irrégulière ;
- Les PSE obligatoires seront prises en compte dans l'évaluation des offres.
- Qu'à défaut de présentation et de chiffrage des PSE facultative, l'offre sera jugée régulière.
- Les PSE facultatives ne sont pas prise en compte dans l'évaluation des offres.

Prestation supplémentaire éventuelle N°1 :

•

La prestation et le chiffrage de la PSE N°1 sont :

☐ **Obligatoires**

☐ **Facultatives**

Prestation supplémentaire éventuelle N°2 :

•

La prestation et le chiffrage de la PSE N°2 sont :

☐ **Obligatoires**

☐ **Facultatives**

Avant la signature du Marché Subséquent, le Bénéficiaire informera l'attributaire de son intention de retenir tout ou partie des PSE.

Article 5 - Contenu minimum des réponses

Les titulaires participant à la présente consultation doivent fournir un dossier complet comprenant **au minimum** :

1/ Le cahier des spécifications techniques (CST) du marché et ses éventuelles annexes, daté, et le cas échéant signé (par une personne habilitée à engager la personne morale).

Il est loisible au titulaire de ne pas signer le CST au moment de la remise de son offre. Dans cette hypothèse, il devra remettre le document signé dans un délai de jours à compter de la date de réception de la notification d'intention d'attribution du marché subséquent. En cas de non-respect de ce délai, le marché sera attribué au titulaire arrivé en seconde position suite à la remise en compétition.

2/ Le Cadre de Réponse Technique (CRT) décrivant les prestations sur lequel il s'engage.

Dans le cas où il ne remettra pas d'offre, le titulaire remet une justification de non réponse aux contacts figurant à l'article 1, ceci conformément à l'article *Obligation du Titulaire de répondre aux Remises en concurrence* du CCAP de l'accord-cadre.

Article 6 – Réponses à la consultation

6.1 - Date limite de réception des offres

La date limite de réception des offres est fixée au **(ce délai ne peut pas être inférieure à 14 jours calendaires)**.

6.2 – Adresse de remise des plis

Sous forme dématérialisée, à l'adresse suivante :

La formalisation du marché subséquent à l'accord-cadre prendra la forme du marché subséquent signé par les deux parties, envoyé au titulaire retenu.

6.3 – Visite des lieux *(le cas échéant, le Bénéficiaire supprimera ou complètera le présent article.)*

Les candidats peuvent procéder à une visite des lieux d'exécution du Marché subséquent.

Pour obtenir les renseignements afin d'effectuer cette visite, ils doivent s'adresser à :

.....

6.4 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **(délai raisonnable conseillé : 90 jours)** à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

Article 7 – Analyse des offres *(article à supprimer dans le cas d'un marché subséquent sans remise en concurrence)*

Seuls seront ouverts les plis qui auront été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites indiquées à l'article *Date limite de réception des offres* du présent règlement.

Les critères suivants sont pris en compte pour la détermination de l'offre économiquement la plus avantageuse, en fonction des documents remis par les titulaires, selon la pondération indiquée :

- ☐ **Valeur technique de l'offre** : _____ % (peut varier entre 40 et 70 %),

En l'absence de décomposition en sous-critère, la partie ci-dessous est à supprimer :

qui se compose des sous-critères suivants :

- **Sous-critère n°1 portant sur** _____ valant _____ % ;
- **Sous-critère n°2 portant sur** _____ valant _____ % ;
- _____

- ☐ **Prix** : _____ % (peut varier entre 30 et 60 %) ;

- ☐ **Délais** : _____ % (peut varier entre 0 et 20 %) ;

En l'absence de décomposition en sous-critère, la partie ci-dessous est à supprimer :

qui se compose des sous-critères suivants :

- **Sous-critère n°1 portant sur** _____ valant _____ % ;
- **Sous-critère n°2 portant sur** _____ valant _____ % ;
- _____

La somme des points de critères utilisés doit être égale à 100 points.

L'établissement se réserve la possibilité de ne pas donner suite à la remise en concurrence conformément à l'article *Infructuosité - Déclaration sans suite* du CCAP de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où le Bénéficiaire décide de retenir tout ou partie des prestations supplémentaires éventuelles et/ou prestations alternatives éventuelles obligatoirement demandées le marché subséquent est attribué au Titulaire qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au vu du classement tenant compte à la fois de l'offre de base et des variantes à l'initiative du Bénéficiaire retenu.

Dans l'hypothèse où le Marché Subséquent comprend une prestation supplémentaire éventuelle facultative à l'initiative du Bénéficiaire (PSE), le marché est attribué au Titulaire qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au vu du classement tenant compte uniquement de l'offre sans PSE.

Dans l'hypothèse où le Marché Subséquent comprend une variante facultative ou obligatoire à l'initiative du Bénéficiaire (PAE), chaque variante constitue une offre à part entière et sera analysée de manière indépendante conformément aux critères de sélection des offres.

Le Bénéficiaire peut demander des précisions complémentaires sur la teneur des offres sans que cela ne modifie les éléments substantiels de celle-ci.

Article 8 - Modifications au dossier de consultation

8.1 Modifications par les Titulaires de l'Accord-cadre

Les Titulaires de l'Accord-cadre n'ont pas à apporter de complément ou de modifications aux documents de la consultation.

8.2 Modifications par le Bénéficiaire

Le Bénéficiaire se réserve le droit d'apporter des modifications aux documents de la consultation. Les Titulaires de l'Accord-cadre devront répondre sur la base des documents modifiés.

Le Bénéficiaire informera, via le profil acheteur, tous les Titulaires de l'Accord-cadre dans des conditions respectueuses du principe d'égalité. Les Titulaires de l'Accord-cadre devront alors répondre, sur la base des documents modifiés sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction d'une nouvelle date.

Article 9 – Renseignements complémentaires

Les Titulaires de l'Accord-cadre ont la faculté de poser des questions relatives à la présente Remise en concurrence.

Pour ce faire, la seule voie autorisée est le profil acheteur du Bénéficiaire.

Les réponses sont envoyées aux Titulaires de l'Accord-cadre **à compléter** jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile.

Les réponses apportées par le Bénéficiaire seront envoyées, via le profil acheteur, à l'ensemble des personnes s'étant identifiées lors du téléchargement des documents.

Aucune réponse ne sera donnée oralement.

En cas d'indisponibilité de la plateforme, les éventuelles questions peuvent être envoyées à l'adresse suivante : **à compléter**